

introduction

UN POUVOIR USE

Le gouvernement de la grande bourgeoisie, le pouvoir pompidolien a du plomb dans l'aile. L'éclatement en chaîne d'une série de scandales ont largement éclaboussé le régime et révélé au grand jour la nature de l'UDR : une association de brigands à qui la gestion des affaires de l'Etat a permis pendant 14 ans les trafics les plus frauduleux. Le dynamique et sémillant premier ministre est frappé en plein milieu de sa course par une révélation orchestrée dans la presse : Chaban Delmas n'a pas payé d'impôts pendant 4 ans. Une politique fiscale qui écrase les prolétaires et épargne les riches est brutalement mise en accusation. Mais plus profondément encore c'est le régime qui est atteint à sa tête. Chaban doit expliquer à la télévision qu'il est acheteur (à crédit, s'il vous plaît) d'un appartement à Bordeaux et, par ailleurs, honnête et pauvre comme Job. Pauvre Chaban ! Il s'est fait prendre la main dans le sac comme un quelconque Rives-Henrys. Le sort de cet obscur député UDR mis prudemment sur la touche par ses pairs le menace à son tour.

Pompidou se voit contraint à recourir au plus grossier artifice, un referendum plébiscitaire, pour ressouder ses troupes, élargir sa majorité aux centristes d'opposition, coincer les partis de gauche en faisant éclater les contradictions qui les déchirent sur l'Europe.

Il espère aussi, par ce moyen, obtenir une trêve sociale dans une période où les grèves se durcissent où les travailleurs tiennent de longues semaines malgré les attaques des jaunes et de la police comme à Pennaroya à Lyon, Zig-Zag à Thonon, Girosteel au Bourget, Joint Français à St Brieuc, Paris à Nantes.

La manœuvre est un peu grosse : l'Europe des patrons, à 6 ou à 10, n'intéresse pas les travailleurs. Ce n'est pas leur affaire mais celle de ces Messieurs les capitalistes. Même si Pompidou réussit une opération électorale et amène les partis de gauche à se déconsidérer en étalant leurs divergences, il n'en gagnera pas pour autant le consensus populaire qu'il sollicite.

Certes, Marcellin veille. Les institutions de l'Etat fort gaulliste mises en place après le coup d'Etat militaire du 13 mai sont plus que jamais en place. Les moyens policiers et répressifs se sont renforcés